Questions orales

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je pense que le député n'a pas voulu dire une participation publique ne relevant pas nécessairement du secteur fédéral. Je serais disposé à aborder cette question avec eux et à consulter mes collègues pour savoir si c'est par cette voie que l'administration fédérale devrait s'intéresser aux sables pétrolifères.

LES POIDS ET MESURES

LE SYSTÈME MÉTRIQUE—L'INDEMNISATION DES ORGANISMES SCOLAIRES EN PRÉVISION DE L'ADOPTION

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme l'adoption du système métrique a été décidée, les services du ministre ont-ils décidé d'indemniser les organismes scolaires, auxquels le changement va coûter \$4 par élève dans certains cas, et s'élever jusqu'à \$50 dans celui des élèves des établissements de formation professionnelle de l'enseignement public?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, aucune décision m'a été prise au sujet de l'indemnisation. La Chambre aura prochainement l'occasion d'étudier globablement le programme d'adoption du système métrique, en examinant un projet de résolution de la Chambre des communes.

L'INDUSTRIE

LE BOIS D'ŒUVRE—LE RALENTISSEMENT DU MARCHÉ—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le lundi 28 octobre, comme le ministre était absent, j'ai posé une question au très honorable premier ministre au sujet de la diminution du nombre des mises en chantier qui entraîne une situation désastreuse dans la production du bois d'œuvre surtout en Nouvelle-Écosse, où la société Bowaters-Mersey a annoncé la fermeture de sa scierie de Bridgewater pour le mois de décembre parce qu'elle n'a aucune vente prévue pour 1975. Le premier ministre a dit qu'il prenait note de la question. Je demande maintenant au ministre s'il a pris des mesures récemment pour relancer les ventes de bois d'œuvre tant à l'intérieur de la Communauté économique européenne qu'en Iran ou dans la République de Chine, sur l'île de Taïwan, où il y a un marché pour les produits canadiens?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à cette question précise à la Chambre au début de la semaine.

M. Crouse: Une question supplémentaire. Si j'ai bonne mémoire, monsieur l'Orateur, la question a été posée par un député de la Colombie-Britannique et le ministre a déclaré qu'il avait pris des mesures pour améliorer nos marchés au Japon et au Moyen-Orient, mais il n'a absolument rien dit en ce qui concerne nos marchés au sein de la Communauté économique européenne, en Iran ou à Taïwan. J'aimerais maintenant demander au ministre s'il pourrait répondre précisément à ma question?

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, quand je disais le Moyen-Orient, je voulais évidemment parler de l'Iran. Quant à la deuxième partie de la question, nous avons entrepris de sérieuses démarches en ce qui concerne les autres marchés. Il y a Cuba et l'Islande. J'ai entrepris des démarches en ce qui concerne l'Europe et, tout récemment, nous avons reçu une mission forestière venant de la CEE qui a visité notre pays pour étudier de plus près la situation. Nous avons aussi pris des mesures pour développer le marché du Japon. Je devrai me renseigner en ce qui concerne la nature de nos démarches à Taïwan.

L'AGRICULTURE

LA RELANCE DE L'INDUSTRIE DU SUCRE DE BETTERAVE— DEMANDE D'EXPOSÉ DE L'ÉTUDE

M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Agriculture et elle est urgente du fait que le prix du sucre se maintient à un niveau très élevé. Donnerait-il à la Chambre un compte rendu sur les progrès réalisés en vue de rétablir l'industrie de la betterave à sucre dans le sud-ouest de l'Ontario afin qu'on produise davantage de sucre au Canada, ou encore, nous dirait-il s'il en est arrivé à la conclusion qu'il ne parviendra jamais à convaincre ses collègues du cabinet que cette industrie ou même une politique sucrière serait utile au Canada?

• (1450)

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas divulguer de grand secret en disant que des discussions sur l'industrie sucrière se poursuivent aujourd'hui même. J'espère pouvoir présenter un rapport au Parlement d'ici la fin de novembre.

[Français]

L'AGRICULTURE

LES GRAINS DE PROVENDE—ON DEMANDE SI LES APPROVISIONNEMENTS SONT SUFFISANTS

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Le trois octobre dernier, le président de l'UPA faisait parvenir une lettre au ministre, sollicitant l'assurance que les producteurs du Québec pourraient avoir l'approvisionnement nécessaire en grains pour nourrir le bétail l'hiver prochain.

Le ministre a-t-il répondu à l'UPA, et peut-il donner le contenu de sa réponse? Est-il possible de donner cette assurance? Dans la négative, est-il en mesure de nous dire aujourd'hui si les producteurs du Québec peuvent avoir l'assurance de recevoir les approvisionnements nécessaires?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, des représentants de l'Office canadien des provendes sont venus me voir à mon bureau le jour de mon témoignage devant un certain comité. Ils m'ont dit être convaincus que les approvisionnements seront suffisants au Québec et que les provendes seront expédiées au même prix. Pour ce qui est de l'est de l'Ontario, je suis très